

NATIONS UNIES



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  **CONSEIL DE SÉCURITÉ**

Distr.
GÉNÉRALE

A/36/93
S/14364

6 février 1981

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/
FRANÇAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Trente-sixième session
LA SITUATION AU KAMPUCHEA

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Trente-sixième année

Lettre datée du 4 février 1981, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Kampuchea démocratique auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint pour information, la déclaration faite le 2 février 1981 par le porte-parole du Ministère des affaires étrangères du Kampuchea démocratique, protestant contre les mesures arbitraires prises par le Gouvernement indien.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer cette déclaration comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "La situation au Kampuchea" et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du
Kampuchea démocratique,

(Signé) THIOUNN Prasith

កម្ពុជាប្រជាធិបតេយ្យ



DECLARATION DU PORTE-PAROLE
DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
DU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE

PROTESTANT CONTRE LA DECISION ARBITRAIRE DU
GOUVERNEMENT DE L'INDE

Le 2 février 1981

La Conférence Ministérielle des Pays non-alignés ouvrira ses travaux à New-Delhi au début de ce mois de février. Le Kampuchea Démocratique qui a toujours été membre du Mouvement depuis sa fondation, a informé le Gouvernement de l'Inde qu'il participera, comme tout autre membre, à cette Conférence. Cette participation est pour le Gouvernement du Kampuchea Démocratique un droit et un devoir. Nombre des pays non-alignés ont soutenu cette position du Kampuchea Démocratique. Mais le Gouvernement de l'Inde a cru devoir s'y opposer, sans raison valable, en refusant le visa d'entrée en Inde à la Délégation du Kampuchea Démocratique.

Le Gouvernement du Kampuchea Démocratique regrette profondément cette attitude du Gouvernement de l'Inde, car il n'y a jamais eu de différends entre les deux pays, le Kampuchea et l'Inde, si ce n'est au contraire, depuis des temps reculés, des échanges harmonieux de civilisation et de culture. Le Gouvernement du Kampuchea Démocratique se voit, aujourd'hui, dans l'obligation d'élever les plus fermes protestations. Le Gouvernement de l'Inde se sert de sa position de pays hôte pour prendre une décision unilatérale et arbitraire qui porte gravement atteinte au droit fondamental d'un membre du Mouvement, cruellement victime d'une agression, celle de la clique vietnamienne de Le Duan. Le Gouvernement du Kampuchea Démocratique

demande au Gouvernement de l'Inde de réviser sa position et de délivrer immédiatement le visa d'entrée à la Délégation du Kampuchea Démocratique afin qu'elle puisse se rendre à temps à New-Delhi.

Le Gouvernement du Kampuchea Démocratique proteste également et fermement contre l'attitude pour le moins douteuse du Gouvernement de l'Inde qui a fait circuler un projet de Déclaration de la Conférence sur le problème de l'Asie du Sud-Est. Comme l'ont noté nombre des Pays non-alignés, ce projet dégage un âcre relent qui semble bien venir des autorités de Hanoi. Le Gouvernement de l'Inde ne vise à rien de moins, par ce projet, qu'à sauver ces autorités, à un moment où elles sont acculées à l'impasse, assaillies sur tous les plans, en particulier sur la scène internationale où elles sont soumises de toutes parts à des pressions, celles des pays de l'Asie du Sud-Est et de ceux épris de paix et de justice dans le monde, pour qu'elles retirent toutes leurs troupes du Kampuchea.

Cet acte du Gouvernement de l'Inde n'a d'autre effet que de porter atteinte au bon renom de l'Inde car la communauté internationale dans son ensemble, en particulier les deux tiers des Pays non-alignés, s'opposent à cette agression contre le Kampuchea et demandent que les autorités de Hanoi retirent toutes leurs troupes du Kampuchea. La Délégation de l'Inde entendra certainement la voix de la justice s'élever à nouveau au sein de la Conférence.

Comme il a été dit dans la Déclaration du 21 janvier 1981, le Gouvernement du Kampuchea Démocratique est convaincu que la majorité écrasante des Pays non-alignés ne permettront pas aux autorités de Hanoi et de Cuba de se servir de cette Conférence Ministérielle de New-Delhi pour réaliser la stratégie de la "Fédération Indochinoise" et la stratégie expansionniste des autorités de Hanoi et de l'Union Soviétique en Asie du Sud-Est. Il est persuadé que la Conférence rejettera toute tentative des autorités de Hanoi pour faire glisser leur administration vietnamienne de Phnom Penh dans le Mouvement. Le Mouvement non-aligné ne regagnera sa vitalité et ne pourra remplir son rôle de mouvement indépendant et hors-bloc comme par le passé, que si le Kampuchea Démocratique se voit réparer l'injustice de La Havane et rétablir dans ses droits légitimes et son siège au sein du Mouvement, que si des mesures sont prises pour contraindre les autorités de Hanoi à retirer toutes leurs troupes du Kampuchea, en conformité avec les résolutions 34/22 et 35/6 des Nations Unies - parmi lesquelles mesures figure la convocation d'une Conférence Internationale - et que si des mesures sont adoptées pour résoudre les grands problèmes de l'heure dans le monde, comme ceux de l'Afghanistan et du Kampuchea.